

RCS : NIMES Code greffe : 3003

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NIMES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 01095 Numéro SIREN : 512 947 755 Nom ou dénomination : 3L
--

Ce dépôt a été enregistré le 05/10/2022 sous le numéro de dépôt B2022/017712

COMPTES ANNUELS

LLL -LES LIENS QUI LIBERENT-
25 rue Docteur Blanchard
30700 UZES

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

12

ETATS FINANCIERS

Bilan

BILAN ACTIF

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	6 484	6 484		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions	114 918	37 348	77 570	83 316
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	289 501	164 157	125 343	145 841
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations	380 875		380 875	380 875
Créances rattachées à des participations	959 668		959 668	873 668
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 400		10 400	10 400
Actif immobilisé	1 761 846	207 990	1 553 856	1 494 099
Stocks de matières premières, d'approvisionnements	91 654	1 375	90 279	93 024
Stocks d'en-cours de production de biens	10 343		10 343	
Stocks d'en-cours production de services				7 758
Stocks produits intermédiaires et finis	252 550	106 525	146 026	86 319
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	892 449	12 013	880 436	626 474
Autres créances	783 966	357 882	426 084	1 015 498
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	300 000		300 000	300 000
<i>Dont actions propres</i>				
Disponibilités	487 700		487 700	662 445
Charges constatées d'avance	1 088		1 088	1 233
Actif circulant	2 819 750	477 794	2 341 956	2 792 753
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL	4 581 596	685 784	3 895 812	4 286 852

BILAN PASSIF

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel	10 500	15 000
<i>Dont versé</i>	10 500	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
<i>Dont écart d'équivalence</i>		
Réserve légale	1 500	1 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
<i>Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours</i>		
Autres réserves		42 469
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>		
Report à nouveau	2 266 914	2 561 770
RESULTAT DE L'EXERCICE	208 003	258 175
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	2 486 917	2 878 914
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	322 284	330 240
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges	322 284	330 240
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	192	300 240
Emprunts et dettes financières divers		375
<i>Dont emprunts participatifs</i>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	421 860	142 246
Dettes fiscales et sociales	71 505	102 865
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	593 054	531 973
Produits constatés d'avance		
Dettes	1 086 611	1 077 698
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL	3 895 812	4 286 852

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	France	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises	1 629		1 629	
Production vendue de biens	1 385 923	108	1 386 031	1 558 110
Production vendue de services	73 079	24 371	97 450	9 691
Chiffre d'affaires net	1 460 632	24 479	1 485 111	1 567 801
Production stockée			64 758	(72 170)
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			97 362	6 113
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			55 952	270 035
Autres produits			77	5
Produits d'exploitation			1 703 259	1 771 784
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 528	
Variations de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			156 379	111 249
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 371	(10 708)
Autres achats et charges externes			579 594	554 509
Impôts, taxes et versements assimilés			16 837	15 942
Salaires et traitements			193 218	224 637
Charges sociales			79 556	64 768
Dotations aux amortissements sur immobilisations			26 244	28 607
Dotations aux provisions immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			89 706	87 349
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			292 535	323 853
Charges d'exploitation			1 436 967	1 400 206
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			266 292	371 579
Bénéfice attribué ou perte transférée				5 931
Perte supportée ou bénéfice transféré				21 960
Produits financiers de participation				2 307
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 782	316
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Produits financiers			2 782	2 622
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			375	375
Différences négatives de change				

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières			375	375
RÉSULTAT FINANCIER			2 407	2 247
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS			268 698	357 797
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			17 139	334
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits exceptionnels			17 139	334
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				6
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Charges exceptionnelles				6
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			17 139	328
Participation des salariés au résultat de l'entreprise			26 629	
Impôt sur les bénéfices			51 206	99 950
TOTAL DES PRODUITS			1 723 180	1 780 672
TOTAL DES CHARGES			1 515 177	1 522 497
BÉNÉFICE OU PERTE			208 003	258 175

ANNEXE

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de notre société ont été établis en euros en application des règles comptables françaises. Ces règles sont issues des articles L.123-12 à L.123-28 et des articles R.123-172 à R.123-202 du Code de Commerce. En outre, le Plan Comptable Général 1999 a été respecté conformément au règlement 99-03 du Comité de Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels prévues par les articles 121-1 à 121-5 du Plan Comptable Général.

Le règlement de l'ANC 2016-07 du 04/11/2016 relatif à la réécriture du PCG applicable à la clôture de l'exercice est respecté.

Méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Notre société applique les textes du CRC sur la définition, la comptabilisation, l'évaluation des actifs, l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques / Matériels et outillages	5 ans
Installations générales, agencements et aménagements	7 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	2 à 3 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Stocks et en-cours

La valeur brute des stocks et en-cours de livres est évaluée conformément aux principes généraux du « Guide comptable professionnel de l'édition » et fait l'objet d'une valorisation unitaire par titre comprenant le coût des matières premières, d'impression, les droits forfaitaires et les coûts de « production » fabrication (fabrication et éditorial).

Une provision pour dépréciation dénommée « Risques de méventes » est appliquée à la date de clôture de l'exercice. Compte tenu de la spécificité de la ligne éditoriale de notre société, les ouvrages sont appréciés titre par titre selon les catégories 1, 2 et 3 décrites dans le Guide comptable professionnel de l'édition.

La provision pour dépréciation des ouvrages stockés (risque de mévente) est calculée par entre le niveau de vente théorique et le niveau de vente constaté. Ce niveau de vente théorique est déterminé en fonction de la catégorie de l'ouvrage et de sa date de parution.

Le calcul du niveau de vente théorique est calculé comme suit :

(Tirages (ou stock pour les ouvrages + 12 mois)- gratuits-ouvrages pilonnés) * taux de vente théorique

Le taux de vente théorique est déterminé en fonction de la date de parution et de la catégorie de l'ouvrage soit :

Date de parution	Catégorie 1
Inférieur ou égal à 3 mois	0%
Supérieur à 3 mois et inférieur ou égal à 15 mois	80%
Supérieur à 15 mois	100%

Date de parution	Catégorie 2	Catégorie 3
Inférieur ou égal à 6 mois	0%	0%
Supérieur à 6 mois et inférieur ou égal à 18 mois	70%	30%
Supérieur à 18 mois et inférieur ou égal à 30 mois	90%	50%
Supérieur à 30 mois et inférieur ou égal à 42 mois	100%	70%
Supérieur à 42 mois et inférieur ou égal à 54 mois	100%	80%
Supérieur à 54 mois et inférieur ou égal à 66 mois	100%	90%
Supérieur à 66 mois	100%	100%

Cette analyse est faite ouvrage par ouvrage, par comparaison entre le niveau des ventes théoriques de l'ouvrage et les ventes réellement constatées. La quantité provisionnée correspond à la différence entre les ventes théoriques et les ventes constatées. (Dans la limite des quantités stockées à la clôture de l'exercice). La valorisation de la provision est limitée à 98% du prix de revient de l'article.

La dépréciation s'élève à 106 524€ au 31/12/2021.

Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les « à-valoir » consentis aux d'auteurs, éditeurs et traducteurs sont comptabilisés en créance. Lorsque les droits générés par les ventes ne permettent pas d'amortir l'à-valoir, le solde fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Cette provision calculée en fonction de l'année de parution des titres concernés, est destinée à traduire les risques résiduels de non-amortissements par les ventes.

Le montant de la provision sur à-valoir est une méthode empirique appliquant sur les soldes débiteurs des à-valoir au 31/12/N les taux de dépréciations suivants :

Pour les titres parus

20% l'année de parution du titre.
40% l'année N+1
60% l'année N+2
80% l'année N+3
99% l'année N+4 et suivantes

Pour les titres non parus, (sous réserve que l'auteur ait remis son texte)

La dépréciation est calculée ainsi

- 20% l'année N+2 de versement de l'avaloir
- 40% l'année N+3

- 60% l'année N+4
- 80% l'année N+5
- 99% l'année N+6 et suivantes

Le montant des « à-valoir » ainsi dépréciés s'élève à 357 882€ au 31/12/2021.

Provision pour risques

En application du Guide comptable professionnel de l'édition, une provision pour risque de retour est constituée à la clôture de l'exercice.

Cette provision est destinée à couvrir la faculté offerte aux libraires de retourner les livres invendus.

Le principe de calcul de cette provision (tel que préconisé par le Syndicat National de l'Edition) est le suivant :

Chiffre d'affaires flux aller de la période de référence (soit de Aout à Décembre N en l'espèce) x taux de retour x taux de marge.

Chiffre d'affaires flux aller : Les flux allers (en Prix public hors taxe du livre, base de référence conformément à la loi du 10 Aout 1981) sont issus des ventes déclarées par nos distributeurs intermédiaires.

Taux de retour : Le taux de retour appliqué est le taux moyen global constaté sur les 3 dernières années normatives.

Taux de marge : Approche moyen de la marge moyenne constatée en prenant en compte

Les remises librairie (calculée sur les données réelles moyennes de l'année)

Les taux de reversement aux diffusés.

Evaluation des coûts de fabrications et des droits d'auteurs.

Le montant de la provision pour risque de retour s'élève à 322 284€ au 31/12/2021.

Informations relatives aux opérations réalisées avec des entreprises liées

Néant

Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

Néant

Faits caractéristiques de l'exercice

Changement d'actionnaire majoritaire le 28 décembre 2021 suite à une opération de rachat par la société de ses propres actions détenues par Actes Sud: 4 500 actions rachetées pour la somme de 600 000 euros.

Une réduction de capital a également été réalisée le 28 décembre 2021 par annulation des 4500 actions acquises le même jour. Le capital social au 31/12/2021 s'élève donc à 10 500 euros composé de 10 500 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Suite à cette opération, les deux actionnaires historiques personnes physiques deviennent seuls actionnaires à 50/50, et la société n'a plus de lien juridique avec le Groupe Actes Sud.

Continuité d'exploitation

A la date d'arrêté des comptes, la direction de la société n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Le début de l'année 2022 a été marqué le conflit en Ukraine. La société n'est pas directement impactée.

Engagements financiers donnés et reçus

Néant

Informations relatives aux filiales et participations

Notre société détient une participation de 22.97% du capital de la SCI LES CONSULS, 25 rue Dr Blanchard 30700 UZES.

La valeur de ces titres est inscrite à l'actif immobilisé de notre bilan pour 380 375 €.

Notre société a une créance envers la SCI LES CONSULS inscrite à l'actif immobilisé de notre bilan pour 959 668 €.

Au 31/12/2021, la SCI LES CONSULS affiche un capital de 1 658 000 €, a réalisé un chiffre d'affaires de 86 758€ et un résultat net de - 38 243 €.

IMMOBILISATIONS

Augmentations

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	6 484		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	114 918		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	204 089		
Matériel de transport	2 509		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	82 902		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total des immobilisations corporelles	404 419		
Participations et mises en équivalence			
Autres participations	1 254 543		86 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	10 400		
Total des immobilisations financières	1 264 943		86 000
TOTAL	1 675 846		86 000

Diminutions

Rubriques	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors-service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			6 484	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			114 918	
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers			204 089	
Matériel de transport			2 509	
Matériel de bureau, informatique et mobilier			82 902	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles			404 419	
Participations et mises en équivalence				
Autres participations			1 340 543	
Autres titres immobilisés				

Prêts et autres immobilisations financières

10 400

Total des immobilisations financières

1 350 943

TOTAL

1 761 846

AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	6484	0	0	6484
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	31 602	5 746		37 348
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Inst générales, agencements et divers	118 592	18 999		137 591
Matériel de transport	1 852	627		2 480
Mat de bureau et informatique, mobilier	23 215	871		24 086
Emballages récupérables et divers				
Total immobilisations corporelles	175262	26244	0	201506
TOTAL	181746	26244	0	207990

 Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Rubriques	Dotations		Amortissement fiscal exceptionnels	Reprises		Mouvement net amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif		Différentiel de durée	Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement						
Autres immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Constructions installations gales						
Inst techniques et outill. indust.						
Inst gales, agencements et divers						
Matériel de transport						

Mat de bureau, infor. et mobilier
 Emballages récupérables et divers
 Total des ventilations immos.
 Frais d'acquisition de titres de participation
TOTAL GENERAL

TOTAL DES DOTATIONS**TOTAL DES REPRISES****DOTATIONS - REPRISES****Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices**

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	330 240		7 956	322 284
TOTAL	330 240		7 956	322 284

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours	104 058	51 837	47 996	107 899
Provisions sur comptes clients	8 206	3 807		12 013
Autres provisions pour dépréciation	323 820	34 062		357 882
TOTAL	436 083	89 706	47 996	477 794
TOTAL GÉNÉRAL	766 323	89 706	55 952	800 076

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	959 668	959 668	
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 400		10 400
Total de l'actif immobilisé	970 068	959 668	10 400
Clients douteux ou litigieux	12 505	12 505	
Autres créances clients	879 944	879 944	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	12 329	12 329	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	435	435	
Etat – Impôts sur les bénéfices	19 067	19 067	
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	29 366	29 366	
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers			
Groupes et associés	200 000	200 000	
Débiteurs divers	522 769	522 769	
Total de l'actif circulant	1 676 415	1 676 415	
Charges constatées d'avance	1 088	1 088	
TOTAL	2 647 571	2 637 171	10 400

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	192	192		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	421 860	421 860		
Personnel et comptes rattachés	34 760	34 760		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	23 914	23 914		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	2 612	2 612		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	10 219	10 219		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	593 054	593 054		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 086 611	1 086 611		

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	30 173
- Autres créances	59
<i>dont avoirs à recevoir</i>	59
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	30 232

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 567
Dettes fiscales et sociales	44 598
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	192
Autres dettes	46 287
TOTAL	138 644

CAPITAL SOCIAL

Composition du capital social

Catégories de parts ou d'actions	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture d'exercice	Valeur nominale
1- Actions ordinaires	15 000		4 500	10 500	1
2- Actions amorties					
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)					
4- Actions préférentielles					
5- Parts sociales					
6- Certificats d'investissements					
Total	15 000		4 500	10 500	

Parts des bénéficiaires (ou des fondateurs)

Catégories	Nombre	Valeur nominale	Droits conférés
1- Actions ordinaires			
2- Actions amorties			
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)			
4- Actions préférentielles			
5- Parts sociales			
6- Certificats d'investissements			

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ENTREPRISE

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'entreprise.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'entreprise.

Rubriques		Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Ingénieurs et cadres	1,00		
Agents de maîtrise et techniciens	1,00		
Employés			
Ouvriers			
Total		2,00	

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements reçus

Catégorie	Total	Au profit de :				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Aval et cautions	Néant					
Effets escomptés non échus	Néant					
Crédit-bail, redevances restant à payer	Néant					
Aval et cautions						
- Intérêts sur emprunt						
- Commandes sur immobilisations						
- Commandes en cours						
- Découverts consentis						
- Possibilités d'escomptes						
TOTAL						

Engagements donnés

Catégorie	Total	Au profit de :				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Aval et cautions	Néant					
Effets escomptés non échus	Néant					
Crédit-bail, redevances restant à payer	Néant					
Aval et cautions						
- Intérêts sur emprunt						
- Commandes sur immobilisations						
- Commandes en cours						
- Découverts consentis						
- Possibilités d'escomptes						
TOTAL						

3 L - LES LIENS QUI LIBERENT
Société par actions simplifiée
au capital de 10 500 euros
Siège social : 25 rue Docteur Blanchard, 30700 UZES
512947755 RCS Nîmes

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 Juin 2022

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31/12/2021

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31/12/2021 s'élevant à 208 002.59 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	208 002.59 euros
Auquel s'ajoute :	
Le report à nouveau antérieur	2 266 914.23 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	2 474 916.82 euros
A titre de dividendes	60 000 euros
Soit 5.71 euros par action	
Le solde	2 414 916.82 euros

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 2 414 916.82 euros.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31/12/2021 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 60 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Le dividende sera mis en paiement au siège social le A toute date jusqu'au 30 septembre 2022.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

Les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) non libératoire de 12,8% perçu à titre d'acompte, ainsi qu'aux prélèvements sociaux, au taux global de 17,2%. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.



Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement du dividende.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu :

- soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, pour les personnes physiques qui y ont intérêt,
- soit, en cas d'option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %.

Les sommes versées au titre du prélèvement forfaitaire non libératoire s'imputent, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif. A défaut d'option pour le barème progressif, le PFU s'applique de plein droit.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31/12/2018 :

90 000 euros, soit 6 euros par titre.

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 90 000 euros

Exercice clos le 31/12/2019 :

0 euros, soit 0 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 0 euros

Exercice clos le 31/12/2020 :

0 euros, soit 0 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 0 euros

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 30 Juin 2022

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Henri TRUBERT



S.A.S LES LIENS QUI LIBERENT

Rapport du commissaire aux comptes

Sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'R' followed by a horizontal line.

S.A.S LES LIENS QUI LIBERENT

**Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2021**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la S.A.S. LES LIENS QUI LIBERENT relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la S.A.S. LES LIENS QUI LIBERENT à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour trois exercices prévue à l'article L. 823-12-1 du code de commerce. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Votre société applique des dispositions préconisées par le Guide Comptable Professionnel de l'Edition. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces dispositions en matière de valorisation des stocks, de provision pour risque de mévente et de dépréciation des créances d'à valoir sur les droits des auteurs. Nous avons vérifié que l'annexe des comptes annuels donne une information appropriée sur ces éléments.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour trois exercices prévus à l'article L.823-12-1 du code de commerce.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour trois exercices prévue à l'article L. 823-12-1 du code de commerce permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour trois exercices prévus à l'article L. 823-12-1 du code de commerce, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Montpellier, le 14 Juin 2022

Le Commissaire aux comptes

CAPSUD Expertise et Audit

Membre de PKF Arsilon



Sébastien MICHEL

COMPTES ANNUELS

LLL -LES LIENS QUI LIBERENT-
25 rue Docteur Blanchard
30700 UZES

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'V' or 'W' shape followed by a horizontal line.

ETATS FINANCIERS

Bilan

BILAN ACTIF

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	6 484	6 484		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions	114 918	37 348	77 570	83 316
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres Immobilisations corporelles	289 501	164 157	125 343	145 841
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations	380 875		380 875	380 875
Créances rattachées à des participations	959 668		959 668	873 668
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 400		10 400	10 400
Actif immobilisé	1 761 846	207 990	1 553 856	1 494 099
Stocks de matières premières, d'approvisionnements	91 654	1 375	90 279	93 024
Stocks d'en-cours de production de biens	10 343		10 343	
Stocks d'en-cours production de services				7 758
Stocks produits intermédiaires et finis	252 550	106 525	146 026	86 319
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	892 449	12 013	880 436	626 474
Autres créances	783 966	357 882	426 084	1 015 498
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	300 000		300 000	300 000
<i>Dont actions propres</i>				
Disponibilités	487 700		487 700	662 445
Charges constatées d'avance	1 088		1 088	1 233
Actif circulant	2 819 750	477 794	2 341 956	2 792 753
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL	4 581 596	685 784	3 895 812	4 286 852

BILAN PASSIF

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel	10 500	15 000
<i>Dont versé</i>	10 500	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
<i>Dont écart d'équivalence</i>		
Réserve légale	1 500	1 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
<i>Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours</i>		
Autres réserves		42 469
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>		
Report à nouveau	2 266 914	2 561 770
RESULTAT DE L'EXERCICE	208 003	258 175
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	2 486 917	2 878 914
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	322 284	330 240
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges	322 284	330 240
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	192	300 240
Emprunts et dettes financières divers		375
<i>Dont emprunts participatifs</i>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	421 860	142 246
Dettes fiscales et sociales	71 505	102 865
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	593 054	531 973
Produits constatés d'avance		
Dettes	1 086 611	1 077 698
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL	3 895 812	4 286 852

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	France	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises	1 629		1 629	
Production vendue de biens	1 385 923	108	1 386 031	1 558 110
Production vendue de services	73 079	24 371	97 450	9 691
Chiffre d'affaires net	1 460 632	24 479	1 485 111	1 567 801
Production stockée			64 758	(72 170)
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			97 362	6 113
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			55 952	270 035
Autres produits			77	5
Produits d'exploitation			1 703 259	1 771 784
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 528	
Variations de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			156 379	111 249
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 371	(10 708)
Autres achats et charges externes			579 594	554 509
Impôts, taxes et versements assimilés			16 837	15 942
Salaires et traitements			193 218	224 637
Charges sociales			79 556	64 768
Dotations aux amortissements sur immobilisations			26 244	28 607
Dotations aux provisions Immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			89 706	87 349
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			292 535	323 853
Charges d'exploitation			1 436 967	1 400 206
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			266 292	371 579
Bénéfice attribué ou perte transférée				5 931
Perte supportée ou bénéfice transféré				21 960
Produits financiers de participation				2 307
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 782	316
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Produits financiers			2 782	2 622
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			375	375
Différences négatives de change				

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières			375	375
RÉSULTAT FINANCIER			2 407	2 247
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS			268 698	357 797
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			17 139	334
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits exceptionnels			17 139	334
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				6
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Charges exceptionnelles				6
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			17 139	328
Participation des salariés au résultat de l'entreprise			26 629	
Impôt sur les bénéfices			51 206	99 950
TOTAL DES PRODUITS			1 723 180	1 780 672
TOTAL DES CHARGES			1 515 177	1 522 497
BÉNÉFICE OU PERTE			208 003	258 175

ANNEXE

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de notre société ont été établis en euros en application des règles comptables françaises. Ces règles sont issues des articles L.123-12 à L.123-28 et des articles R.123-172 à R.123-202 du Code de Commerce. En outre, le Plan Comptable Général 1999 a été respecté conformément au règlement 99-03 du Comité de Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels prévues par les articles 121-1 à 121-5 du Plan Comptable Général.

Le règlement de l'ANC 2016-07 du 04/11/2016 relatif à la réécriture du PCG applicable à la clôture de l'exercice est respecté.

Méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Notre société applique les textes du CRC sur la définition, la comptabilisation, l'évaluation des actifs, l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques / Matériels et outillages	5 ans
Installations générales, agencements et aménagements	7 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	2 à 3 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Stocks et en-cours

La valeur brute des stocks et en-cours de livres est évaluée conformément aux principes généraux du « Guide comptable professionnel de l'édition » et fait l'objet d'une valorisation unitaire par titre comprenant le coût des matières premières, d'impression, les droits forfaitaires et les coûts de « production » fabrication (fabrication et éditorial).

Une provision pour dépréciation dénommée « Risques de méventes » est appliquée à la date de clôture de l'exercice. Compte tenu de la spécificité de la ligne éditoriale de notre société, les ouvrages sont appréciés titre par titre selon les catégories 1, 2 et 3 décrites dans le Guide comptable professionnel de l'édition.

La provision pour dépréciation des ouvrages stockés (risque de mévente) est calculée par entre le niveau de vente théorique et le niveau de vente constaté. Ce niveau de vente théorique est déterminé en fonction de la catégorie de l'ouvrage et de sa date de parution.

Le calcul du niveau de vente théorique est calculé comme suit :

(Tirages (ou stock pour les ouvrages + 12 mois)- gratuits-ouvrages pilonnés) * taux de vente théorique

Le taux de vente théorique est déterminé en fonction de la date de parution et de la catégorie de l'ouvrage soit :

Date de parution	Catégorie 1
Inférieur ou égal à 3 mois	0%
Supérieur à 3 mois et inférieur ou égal à 15 mois	80%
Supérieur à 15 mois	100%

Date de parution	Catégorie 2	Catégorie 3
Inférieur ou égal à 6 mois	0%	0%
Supérieur à 6 mois et inférieur ou égal à 18 mois	70%	30%
Supérieur à 18 mois et inférieur ou égal à 30 mois	90%	50%
Supérieur à 30 mois et inférieur ou égal à 42 mois	100%	70%
Supérieur à 42 mois et inférieur ou égal à 54 mois	100%	80%
Supérieur à 54 mois et inférieur ou égal à 66 mois	100%	90%
Supérieur à 66 mois	100%	100%

Cette analyse est faite ouvrage par ouvrage, par comparaison entre le niveau des ventes théoriques de l'ouvrage et les ventes réellement constatées. La quantité provisionnée correspond à la différence entre les ventes théoriques et les ventes constatées. (Dans la limite des quantités stockées à la clôture de l'exercice). La valorisation de la provision est limitée à 98% du prix de revient de l'article.

La dépréciation s'élève à 106 524€ au 31/12/2021.

Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les « à-valoir » consentis aux d'auteurs, éditeurs et traducteurs sont comptabilisés en créance. Lorsque les droits générés par les ventes ne permettent pas d'amortir l'à-valoir, le solde fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Cette provision calculée en fonction de l'année de parution des titres concernés, est destinée à traduire les risques résiduels de non-amortissements par les ventes.

Le montant de la provision sur à-valoir est une méthode empirique appliquant sur les soldes débiteurs des à-valoir au 31/12/N les taux de dépréciations suivants :

Pour les titres parus

20% l'année de parution du titre.
40% l'année N+1
60% l'année N+2
80% l'année N+3
99% l'année N+4 et suivantes

Pour les titres non parus, (sous réserve que l'auteur ait remis son texte)

La dépréciation est calculée ainsi

- 20% l'année N+2 de versement de l'avaloir
- 40% l'année N+3

- 60% l'année N+4
- 80% l'année N+5
- 99% l'année N+6 et suivantes

Le montant des « à-valoir » ainsi dépréciés s'élève à 357 882€ au 31/12/2021.

Provision pour risques

En application du Guide comptable professionnel de l'édition, une provision pour risque de retour est constituée à la clôture de l'exercice.

Cette provision est destinée à couvrir la faculté offerte aux libraires de retourner les livres invendus.

Le principe de calcul de cette provision (tel que préconisé par le Syndicat National de l'Edition) est le suivant :

Chiffre d'affaires flux aller de la période de référence (soit de Aout à Décembre N en l'espèce) x taux de retour x taux de marge.

Chiffre d'affaires flux aller : Les flux allers (en Prix public hors taxe du livre, base de référence conformément à la loi du 10 Aout 1981) sont issus des ventes déclarées par nos distributeurs intermédiaires.

Taux de retour : Le taux de retour appliqué est le taux moyen global constaté sur les 3 dernières années normatives.

Taux de marge : Approche moyen de la marge moyenne constatée en prenant en compte

Les remises librairie (calculée sur les données réelles moyennes de l'année)

Les taux de reversement aux diffusés.

Evaluation des coûts de fabrications et des droits d'auteurs.

Le montant de la provision pour risque de retour s'élève à 322 284€ au 31/12/2021.

Informations relatives aux opérations réalisées avec des entreprises liées

Néant

Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

Néant

Faits caractéristiques de l'exercice

Changement d'actionnaire majoritaire le 28 décembre 2021 suite à une opération de rachat par la société de ses propres actions détenues par Actes Sud: 4 500 actions rachetées pour la somme de 600 000 euros.

Une réduction de capital a également été réalisée le 28 décembre 2021 par annulation des 4500 actions acquises le même jour. Le capital social au 31/12/2021 s'élève donc à 10 500 euros composé de 10 500 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Suite à cette opération, les deux actionnaires historiques personnes physiques deviennent seuls actionnaires à 50/50, et la société n'a plus de lien juridique avec le Groupe Actes Sud.

Continuité d'exploitation

A la date d'arrêté des comptes, la direction de la société n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Le début de l'année 2022 a été marqué le conflit en Ukraine. La société n'est pas directement impactée.

Engagements financiers donnés et reçus

Néant

Informations relatives aux filiales et participations

Notre société détient une participation de 22.97% du capital de la SCI LES CONSULS, 25 rue Dr Blanchard 30700 UZES.

La valeur de ces titres est inscrite à l'actif immobilisé de notre bilan pour 380 375 €.

Notre société a une créance envers la SCI LES CONSULS inscrite à l'actif immobilisé de notre bilan pour 959 668 €.

Au 31/12/2021, la SCI LES CONSULS affiche un capital de 1 658 000 €, a réalisé un chiffre d'affaires de 86 758€ et un résultat net de - 38 243 €.

IMMOBILISATIONS

Augmentations

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	6 484		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	114 918		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	204 089		
Matériel de transport	2 509		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	82 902		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total des immobilisations corporelles	404 419		
Participations et mises en équivalence			
Autres participations	1 254 543		86 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	10 400		
Total des immobilisations financières	1 264 943		86 000
TOTAL	1 675 846		86 000

Diminutions

Rubriques	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors-service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			6 484	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			114 918	
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers			204 089	
Matériel de transport			2 509	
Matériel de bureau, informatique et mobilier			82 902	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles			404 419	
Participations et mises en équivalence				
Autres participations			1 340 543	
Autres titres immobilisés				

LES LIENS QUI LIBERENT-

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Prêts et autres immobilisations financières

10 400

Total des immobilisations financières

1 350 943

TOTAL

1 761 846

AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	6484	0	0	6484
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	31 602	5 746		37 348
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Inst générales, agencements et divers	118 592	18 999		137 591
Matériel de transport	1 852	627		2 480
Mat de bureau et informatique, mobilier	23 215	871		24 086
Emballages récupérables et divers				
Total immobilisations corporelles	175262	26244	0	201506
TOTAL	181746	26244	0	207990

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvement net amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnels	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Constructions installations gales							
Inst techniques et outil. indust.							
Inst gales, agencements et divers							
Matériel de transport							

Mat de bureau, infor. et mobilier
Emballages récupérables et divers
Total des ventilations immos.
Frais d'acquisition de titres de participation

TOTAL GENERAL

TOTAL DES DOTATIONS

TOTAL DES REPRISES

DOTATIONS - REPRISES

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	330 240		7 956	322 284
TOTAL	330 240		7 956	322 284

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours	104 058	51 837	47 996	107 899
Provisions sur comptes clients	8 206	3 807		12 013
Autres provisions pour dépréciation	323 820	34 062		357 882
TOTAL	436 083	89 706	47 996	477 794
TOTAL GÉNÉRAL	766 323	89 706	55 952	800 078

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	959 668	959 668	
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 400		10 400
Total de l'actif immobilisé	970 068	959 668	10 400
Clients douteux ou litigieux	12 505	12 505	
Autres créances clients	879 944	879 944	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	12 329	12 329	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	435	435	
Etat – Impôts sur les bénéfices	19 067	19 067	
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	29 366	29 366	
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers			
Groupes et associés	200 000	200 000	
Débiteurs divers	522 769	522 769	
Total de l'actif circulant	1 676 415	1 676 415	
Charges constatées d'avance	1 088	1 088	
TOTAL	2 647 571	2 637 171	10 400

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	192	192		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	421 860	421 860		
Personnel et comptes rattachés	34 760	34 760		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	23 914	23 914		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	2 612	2 612		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	10 219	10 219		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	593 054	593 054		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 086 611	1 086 611		



PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	30 173
- Autres créances	59
<i>dont avoirs à recevoir</i>	59
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	30 232

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 567
Dettes fiscales et sociales	44 598
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	192
Autres dettes	46 287
TOTAL	138 644

CAPITAL SOCIAL

Composition du capital social

Catégories de parts ou d'actions	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture d'exercice	Valeur nominale
1- Actions ordinaires	15 000		4 500	10 500	1
2- Actions amorties					
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)					
4- Actions préférentielles					
5- Parts sociales					
6- Certificats d'investissements					
Total	15 000		4 500	10 500	

Parts des bénéficiaires (ou des fondateurs)

Catégories	Nombre	Valeur nominale	Droits conférés
1- Actions ordinaires			
2- Actions amorties			
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)			
4- Actions préférentielles			
5- Parts sociales			
6- Certificats d'investissements			

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ENTREPRISE

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'entreprise.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'entreprise.

Rubriques		Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Ingénieurs et cadres	1,00		
Agents de maîtrise et techniciens	1,00		
Employés			
Ouvriers			
Total		2,00	

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements reçus

Catégorie	Total	Au profit de :				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Aval et cautions	Néant					
Effets escomptés non échus	Néant					
Crédit-bail, redevances restant à payer	Néant					
Aval et cautions						
- Intérêts sur emprunt						
- Commandes sur immobilisations						
- Commandes en cours						
- Découverts consentis						
- Possibilités d'escomptes						
TOTAL						

Engagements donnés

Catégorie	Total	Au profit de :				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Aval et cautions	Néant					
Effets escomptés non échus	Néant					
Crédit-bail, redevances restant à payer	Néant					
Aval et cautions						
- Intérêts sur emprunt						
- Commandes sur immobilisations						
- Commandes en cours						
- Découverts consentis						
- Possibilités d'escomptes						
TOTAL						

